

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Loire"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19. Le décret n°2020-1328 du 2 novembre 2020 précise les modalités de l'aide dans le cadre du reconfinement. Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



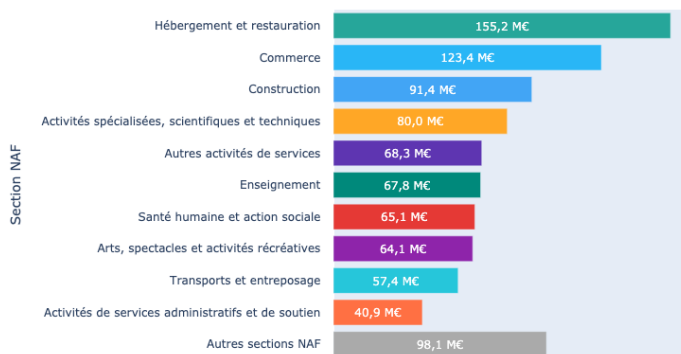
Montant total : 7 616 506 471 euros

Nombre d'aides : 5 240 518

Nombre d'entreprises : 1 789 277

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



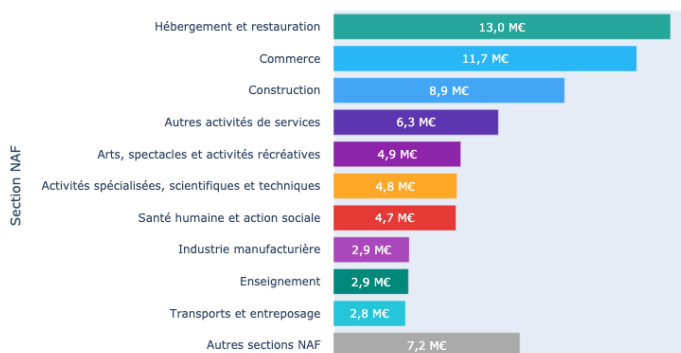
Montant total : 911 755 134 euros

Nombre d'aides : 638 930

Nombre d'entreprises : 230 508

Niveau Départemental : Loire

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 70 011 914 euros

Nombre d'aides : 49 339

Nombre d'entreprises : 18 260



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.

Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

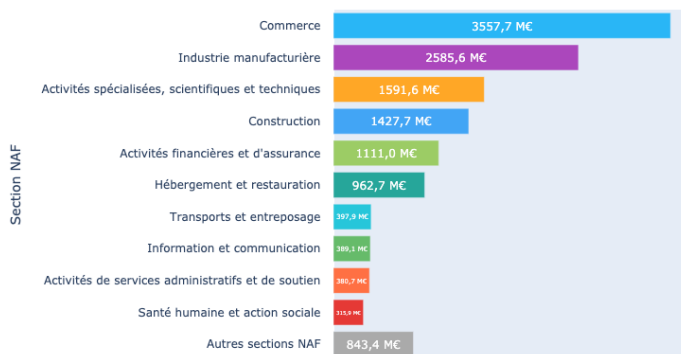


Montant total : 125 263 589 582 euros

Nombre de prêts : 616 955

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

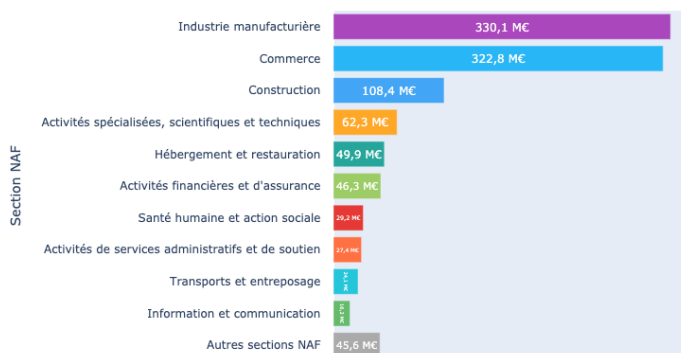


Montant total : 13 563 464 693 euros

Nombre de prêts : 79 847

Niveau Départemental : Loire

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 062 208 908 euros

Nombre de prêts : 7 170



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

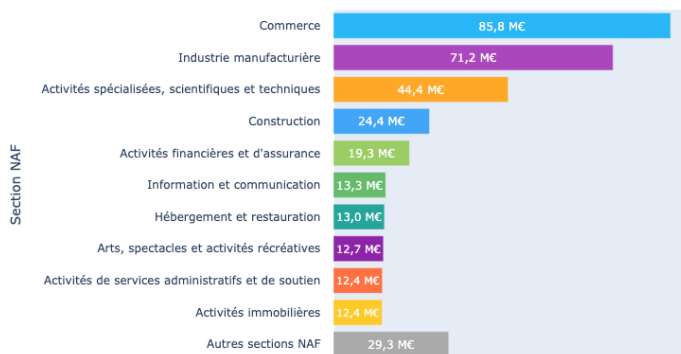


Montant total : 3 110 451 941 euros

Nombre de reports : 78 640

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 338 290 308 euros

Nombre de reports : 8 726

Niveau Départemental : Loire

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 38 491 346 euros

Nombre de reports : 789



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

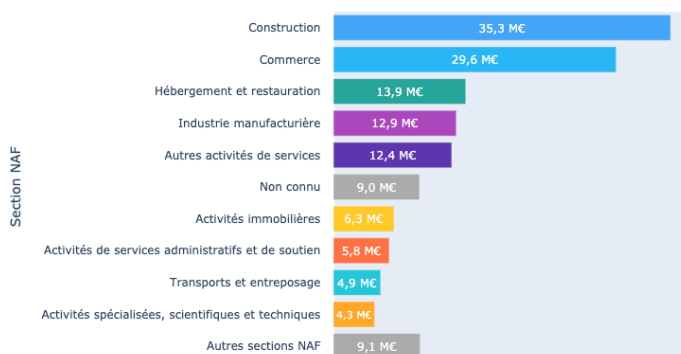


Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

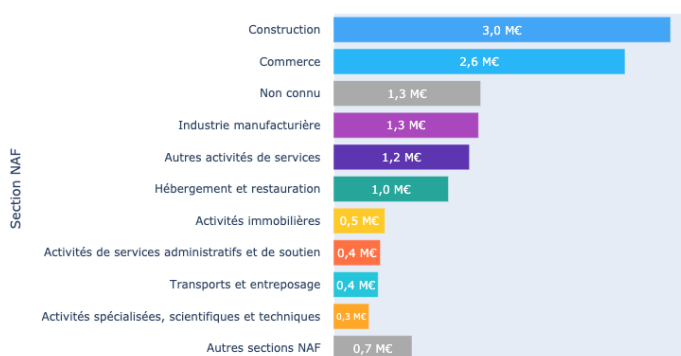


Montant total : 143 685 470 euros

Nombre d'aides : 170 777

Niveau Départemental : Loire

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 12 795 405 euros

Nombre d'aides : 14 929



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National

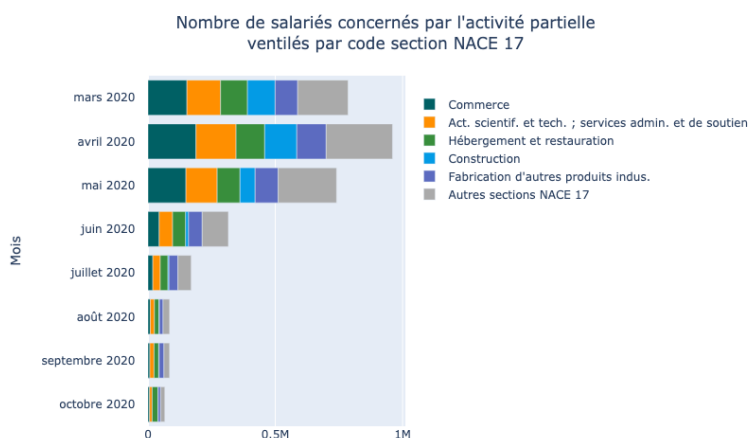


Nombre de demandes : 127 455

Nombre de salariés : 630 565

Heures demandées : 36 989 000

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes



Nombre de demandes : 14 940

Nombre de salariés : 69 030

Heures demandées : 3 387 430